FÉVRIER-MARS 2022 ★ 2€ / SOUTIEN DÈS 5€

La Relève

N°10

JOURNAL DE L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

LES PRÉSIDENTIELLES

ET LA QUESTION DE L'ÉTAT

FRAIS D'INSCRIPTION

SÉLECTION ET MISÈRE ÉTUDIANTE

UKRAINE

REFUSONS LA GUERRE IMPÉRIALISTE !

SORTONS DE L'OTAN !

@UNION_JC #UNIONJC WWW.UNIONJC.FR

★SOMMAIRE :

UKRAINE : FACE À L'ESCALADE DES TENSIONS, REFUSONS LA GUERRE IMPÉRIALISTE ! 2

LES PRÉSIDENTIELLES ET LA QUESTION DE L'ÉTAT 4

FRAIS D'INSCRIPTION, SÉLECTION : LUTTONS POUR LE DROIT À L'ENSEIGNEMENT ! 7

À BAS LA MISÈRE ÉTUDIANTE ET CEUX QUI L'ORGANISENT ! 9

DOSSIER : LA MÉDECINE ET LA SANTÉ EN UNION SOVIÉTIQUE 11

UKRAINE

FACE À L'ESCALADE DES TENSIONS, REFUSONS LA GUERRE IMPÉRIALISTE !

➤ UJC

Le 24 février au petit matin, 3 jours après avoir reconnu l'indépendance des dites « républiques populaires » de Donetsk et de Lougansk, la Russie a lancé une intervention militaire en Ukraine prétextant, selon les mots du président Vladimir Poutine, la volonté de « protéger les personnes victimes de génocide de la part de Kiev » et d'« arriver à une dénazification de l'Ukraine. » Cette « intervention militaire », qualifiée d'« invasion » par les médias occidentaux, a déjà fait de nombreuses victimes civiles, alors même que les forces militaires russes affirment ne viser que des points militaires stratégiques, et a déjà causé la fuite de plus de 100 000 civils ukrainiens, qui ont abandonné leur foyer pour se rendre dans des pays frontaliers comme la Pologne, la Moldavie ou encore la Hongrie. Retranché à Kiev, le président Volodymyr Zelensky, auto-désigné comme étant la « cible numéro 1 », a quant à lui décrété la mobilisation générale et a interdit à tous les hommes âgés de 18 à 60 ans de quitter le pays.

Cependant, cette escalade des tensions n'est malheureusement pas une surprise : depuis la dislocation de l'URSS, l'Ukraine est un véritable point d'accroche entre les impérialismes occidentaux et l'impérialisme russe, chacun souhaitant attirer l'Ukraine dans sa sphère d'influence. Vacillant tantôt vers l'un, tantôt vers l'autre, l'Ukraine est résolument pro-Europe et pro-OTAN depuis l'Euromaïdan de 2014. Malgré tout, la Russie avait alors ouvertement affiché, avec la signature des accords de Minsk la même année, une volonté de dialogue et de résolution diplomatique de la crise en Ukraine.

Pourtant, les États de l'OTAN continuaient malgré tout à mener des exercices militaires près de la frontière russe, ce qui a très rapidement poussé la Russie à mener des exercices militaires conjoints avec la Biélorussie. Profitant de l'escalade des tensions entre l'armée ukrainienne et les séparatistes des régions pro-russes du Donbass, les « républiques populaires » de Donetsk et Lougansk, depuis 2021, la Russie a finalement rompu les accords de Minsk en déclarant l'indépendance de ces dernières pour rapidement faire suivre cette

déclaration d'une intervention militaire en Ukraine, très probablement, au mieux afin d'y installer un gouvernement pro-Russie, au pire afin de l'annexer.

La volonté, tant pour les impérialismes occidentaux que l'impérialisme russe, de récupérer l'Ukraine dans sa sphère d'influence, s'explique notamment par le fait que ce pays est très riche d'intérêts pour eux : l'Ukraine est un des plus gros producteurs et exportateurs de produits agricoles au monde, le pays est riche en ressources minières vitales pour le fonctionnement des industries, et il est bordé au sud par la mer Noire, occupant une position stratégique face à l'émergence de l'impérialisme turc. L'intervention militaire de la Russie en Ukraine traduit ainsi l'aiguisement d'un affrontement inter-impérialiste autour de ce pays, et plus largement de cette région, entre l'impérialisme russe et le bloc impérialiste occidental.

Cependant, que ce soit en Ukraine, en Russie, dans les pays occidentaux, et partout ailleurs dans le monde, ce sont nous, les peuples travailleurs, qui payons les pots cassés des choix politiques de nos dirigeants et de leurs monopoles : morts, destructions, déplacements forcés, sanctions économiques, montée générale des prix, c'est nous qui subissons le plus les effets des conflits et des guerres menés pour le seul profit des capitalistes-impérialistes.

Dans un monde dominé par les impérialistes qui se battent sans cesse pour le partage du monde, nous ne pouvons espérer la paix et la fraternité qu'ils essayent de nous vanter. La guerre en cours en Ukraine, si proche de nous, nous le rappelle très bien, mais n'oublions pas non plus la guerre au Yémen ou en Syrie, ou le pillage incessant de l'Afrique, ou les déstabilisations et coups d'États en Amérique latine, etc. La paix entre les peuples travailleurs d'Europe et du monde, seule la défaite définitive du capitalisme et de l'impérialisme et leur remplacement par le socialisme puis le communisme pourront la garantir.

Fidèle aux principes de l'internationalisme prolétarien, l'Union de la Jeunesse Communiste (UJC) condamne fermement les actions tant de l'impérialisme russe que du bloc impérialiste occidental, appelle à dénoncer et à sortir de l'OTAN, et à intensifier la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme pour véritablement construire une paix et une fraternité durables entre les peuples travailleurs d'Europe et du monde.

Rappel des troupes françaises en Europe de l'Est et partout dans le monde !

Arrêt des livraisons d'armes et de matériels militaires !

Sortie de l'OTAN !

LES PRÉSIDENTIELLES 2022 ET LA QUESTION DE L'ÉTAT

JIM

Si la campagne pour les élections présidentielles de 2022 a révélé une chose, c'est le caractère inédit de la cristallisation et des divisions politiques de la sphère politique et de la société française en général. En effet, on voit tout le décalage des candidats de la bourgeoisie avec les aspirations des travailleurs, tandis que les réformistes ne peuvent proposer une alternative durable ni régler les problèmes quotidiens.

Les travailleurs en France, pas tous d'accord ? Voici un mythe que viennent éroder les récentes évolutions sur le thème du coût de la vie, et qui risquent de prendre de l'ampleur en conséquence des événements à l'international. Alors que les prix augmentent – essence, gaz, électricité, alimentaire, pour n'en citer que quelques-uns – les candidats de la bourgeoisie et des monopoles ne discutent que de l'immigration et de la sécurité. Ce « bloc bourgeois » a imposé dans le débat public ses thématiques pour diviser les travailleurs, si bien que les formations politiques les plus à « gauche » ont emboîté le pas.

On pourrait légitimement se demander si les élections présidentielles changeaient le cours des choses, si elles pouvaient être un moyen pour les travailleurs de prendre le pouvoir en élisant une formation politique de « gauche » pour mettre en place des réformes. On pourrait tout à fait prendre le point de vue réformiste et aller dans ce sens. Après tout, les réformes, c'est sympa ; mais c'est oublier ou omettre ici la question de l'État français à laquelle sont liées les élections présidentielles, ces dernières ayant pour but de renouveler son équipe dirigeante à l'échelle nationale.

Qu'est-ce que l'État ? C'est une structure politique et juridique qui organise une société et qui permet à une classe sociale de maintenir et de consolider sa domination de classe sur une autre classe. L'État n'est pas une entité neutre au-dessus de la société de classes, mais bien son produit. On ne peut donc pas parler de « l'État » sans préciser sa nature de classe, et l'État français reste un État bourgeois. Ce dernier est en effet l'instrument de domination de la bourgeoisie

et des monopoles capitalistes : il sert à aménager le territoire et l'économie pour l'accumulation du capital, un instrument administratif et juridique pour maintenir la domination de classe des capitalistes sur le peuple-travailleur. Combien faut-il rappeler l'usage de la force répressive policière et judiciaire à l'égard des syndicalistes, des Gilets Jaunes et des étudiants. Faut-il aussi rappeler les lois toujours plus réactionnaires qui attaquent le Code du Travail et les libertés démocratiques ? On pourrait aussi souligner les licenciements organisés et encadrés par l'État français et que les médias nomment si cyniquement « plans de sauvegarde de l'emploi » ! Enfin, dans le contexte de crise sanitaire, nous avons pu observer un État français toujours plus au service des monopoles capitalistes, notamment les monopoles pharmaceutiques qui ont accumulé des profits sans précédent.

À partir de ces constats, on peut analyser les années qui nous précèdent et comprendre que le changement de président, tantôt de droite, tantôt de gauche, tantôt centriste, ne change rien aux problèmes quotidiens de dizaines de millions de travailleurs et de jeunes. En fait, les gouvernements successifs ne règlent pas le problème central du système capitaliste qui est la contradiction entre le capital et le travail. Au contraire, le « bloc bourgeois » a fait le choix de maintenir la pression sur les salaires et les conditions de vie des travailleurs et des travailleuses, alors que la précarité, la misère et la détresse sont grandissantes. Les différents candidats incarnent diverses tendances politiques au sein des classes sociales, mais aucun d'entre eux n'est pour le renversement révolutionnaire de la classe bourgeoise dominante et la réponse durable aux revendications du peuple-travailleur. De Macron à Zemmour, en passant par Jadot, Hidalgo et Pécresse, les candidats du « bloc bourgeois » focalisent sur des thématiques de division, de diversion et de peur.

Dans la question de l'État bourgeois et des présidentielles, plusieurs candidats présentent des programmes réformistes, comme Roussel ou Mélenchon. Si l'on peut souligner leur mérite d'avoir donné une plus grande portée médiatique aux questions sociales urgentes, il faut rappeler que les mesures proposées ne visent qu'à aménager le système capitaliste. C'est l'illusion d'un capitalisme réformable, le mythe d'une « bonne politique » pour améliorer les conditions de vie des individus. Par exemple, chez Mélenchon et Roussel, il y a une vocation déclarée de coopérer avec les patrons et dans leurs programmes respectifs, la question du renversement du capitalisme et de l'État bourgeois n'est à aucun moment posée. Pire, certaines illusions sont créées sur les questions de la « police républicaine » ou d'une « République » qui assurerait l'égalité entre les « citoyens », sans que jamais la question des classes sociales ne soit posée. Sont dénoncés le « capitalisme globalisé » (Roussel) et « financiarisé » (Mélenchon), sans que l'on sache explicitement dans quel type de mode de production l'on se dirige avec leur programme, ce qui revient de facto à rester dans le cadre du capitalisme.

Que faire ? La question de savoir quel candidat sera élu est finalement secondaire pour le peuple-travailleur. Puisque la réponse aux revendications populaires n'est pas posée par les candidats, sinon de manière substantielle par des réformes en palliatif du capitalisme, il faut renforcer nos luttes et dénoncer les élections présidentielles comme illusion démocratique qui profite à la bourgeoisie et aux monopoles capitalistes. Dans le même temps, nous devons en finir avec ce système capitaliste pourrissant et cet État bourgeois qui ne sert qu'une minorité de puissants : c'est au peuple-travailleur de prendre les choses en main en construisant son propre État socialiste.

Dans un contexte de crise et d'urgences économiques et sociales, seul le peuple sauve le peuple !

Pas une voix aux candidats du capitalisme et de son aménagement !

FRAIS D'INSCRIPTION, SÉLECTION

LUTTONS POUR LE DROIT À L'ENSEIGNEMENT !

ROX

« Bienvenue en France » était le nom donné au plan gouvernemental qui a multiplié par 16 les frais d'inscription pour les étudiants et étudiantes extracommunautaires, leur faisant passer la licence à 2770€ l'année et le master et le doctorat à 3770€ l'année. Comme prévu par tous les mouvements étudiants s'étant opposés à cette réforme, ce sont les frais d'inscription pour tous les étudiants et étudiantes qui sont aujourd'hui remis en cause.

Après un rapport d'avril 2021 de l'Institut Montaigne, célèbre « think tank » libéral, recommandant une hausse généralisée des frais d'inscription « pour les porter de 170€ à 900€ en licence et de 243€ à 1200€ en master », c'est à Macron lui-même de lancer l'idée : *« On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi totalité des étudiants »* (13 janvier 2022). Même s'il a depuis lors tenté de se rattraper, le fond ses propos reste pourtant clair : pour lui, si l'enseignement supérieur doit survivre, alors c'est aux étudiants de payer.

Dans le même temps, c'est à Parcoursup de se généraliser. Déjà en juillet 2021, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Frédérique Vidal annonçait vouloir *« refondre [le site TrouverMonMaster.gouv.fr] sur le modèle de Parcoursup »*. En plus d'une sélection et d'un tri renforcés à l'entrée en licence, c'est maintenant l'entrée en master, déjà compliquée, qui est menacée du même sort. Même si l'idée fut repoussée suite aux contestations, Vidal souhaite tout de même que ce Parcoursup des masters soit instauré et qu'il ait *« un fonctionnement optimal à la rentrée 2023 »*.

Alors que la précarité touche de plus en plus d'étudiants et d'étudiantes, que l'accès aux bourses reste impossible pour bien trop d'étudiants et étudiantes dans le besoin et que beaucoup de personnes sont déjà dans l'impossibilité de faire des études pour des raisons économiques ou sociales, tout ce que le gouvernement des monopoles

capitalistes propose, c'est d'augmenter les frais d'inscription et de renforcer la sélection. Il ne fait plus l'ombre d'un doute que l'éducation et l'enseignement ne sont pour eux pas un droit mais un privilège. C'est donc une école de classe que nous imposent les gouvernements des monopoles.

« Mais il n'y a pas de moyens ! » pourrait-on nous rétorquer, nous qui nous opposons à ces réformes et qui pensons qu'effectivement, l'éducation et l'enseignement sont bien un droit et non un privilège. Pas de moyens ? Cela n'empêche pourtant pas le budget « Défense » d'augmenter chaque année pour finalement dépasser les 41 milliards d'euros pour 2022, soit 12 milliards de plus que pour la recherche et l'enseignement supérieur qui bénéficient ensemble d'un budget de 29 milliards d'euros pour la même année. Il n'y a pas de moyens, pourtant les milliardaires français continuent à s'enrichir de plusieurs centaines de milliards d'euros depuis le début de la crise sanitaire, avec l'argent volé aux travailleurs et alors même que croît le nombre de pauvres et de précaires.

Les moyens existent pour que l'enseignement supérieur soit non seulement gratuit et ouvert à toutes et tous, mais pour qu'il soit également de qualité. Cependant, il est plus important pour les capitalistes de continuer à s'enrichir et de renforcer la Défense - en réalité défense de leurs intérêts économiques en Afrique et ailleurs dans le monde – plutôt que de développer l'enseignement supérieur et garantir une vie digne aux étudiants et aux étudiantes.

Quoi qu'il arrive, les étudiants et étudiantes n'ont rien à attendre d'un gouvernement des monopoles capitalistes. Même si certains de leurs représentants ou certains candidats réformistes peuvent affirmer vouloir augmenter le budget de l'enseignement supérieur ou agir en faveur des étudiants et étudiantes, ce ne seront que des concessions qui, comme toutes, sont vouées à être reprises tôt ou tard. Pour garantir un enseignement supérieur gratuit, de qualité, ouvert à toutes et à tous, seule la lutte payera, tout comme elle a déjà pu payer.

Une lutte qui doit être tournée contre les réformes destructrices des monopoles capitalistes qui veulent nous imposer une école de classe et du privilège ; une lutte pour la participation démocratique des étudiants et des étudiantes aux décisions ; mais surtout une lutte contre le capitalisme qui cause tous les maux dont souffrent les jeunes et la très grande majorité de la population.

Car le capitalisme continue à se révéler, à nous jeunesse étudiante et travailleuse, comme étant notre ennemi. Un ennemi qui n'hésite pas à nous attaquer de front. Alors contre ces attaques : menons ensemble la riposte ! ★

À BAS LA MISÈRE ÉTUDIANTE ET CEUX QUI L'ORGANISENT !

PM

Le capitalisme, de son origine à aujourd'hui, n'a cessé de connaître des crises successives. La dernière grande crise financière de 2008 a eu des conséquences désastreuse sur les peuples-travailleurs, augmentant la misère sociale des populations exploitées et a contrario renforçant la maximisation constante des profits des bourgeois monopolistes. La pandémie du Covid-19, par ses conséquences intrinsèquement sociales et économiques, a aggravé les conditions de vie des classes sociales populaires et démontré l'incapacité réelle du capitalisme à répondre aux besoins des populations.

Le sentiment et l'inquiétude de la sauvegarde du pouvoir d'achat est aujourd'hui une réalité vécue par beaucoup, et le pouvoir d'achat tend effectivement, depuis quelques temps, à stagner voire à diminuer, avec notamment une hausse de l'inflation qui résulte d'une hausse des prix de l'énergie, des services et – dans une moindre mesure – de l'alimentation. De plus, les étudiants ou les jeunes actifs à peine arrivés sur le marché du travail sont bien souvent les plus précaires, rencontrant diverses difficultés pour l'insertion professionnelle mais aussi en ce qui concerne le logement, les transports et même l'alimentation, et ceux-ci peinent à vivre, si ce n'est survivre, dans cet agrégat capitaliste. Cette accentuation et cette exacerbation des difficultés économiques est notamment soulevée par l'association Les restaurants du cœur, qui déplore une population croissante toujours plus jeune. Aussi, la rentrée scolaire dans le supérieur est plus coûteuse que les années passées et le poids des dépenses quotidiennes ne s'amoindrit pas non plus.

Cette augmentation des difficultés économiques s'inscrit dans un processus de précarisation et de production des inégalités mais se ressent davantage depuis quelques années et notamment avec le gouvernement Macron. L'UNEF (Union Nationale des Étudiants de France) note à ce propos qu'au total, les étudiantes et étudiants connaissent une hausse de 10,72 % du coût de la vie et ont perdu la somme de 39,26€ par an en aides directes depuis 2017. Le prix effectif de la rentrée scolaire

est alors de 2 392 euros, et connaît une hausse de 1,32 % par rapport à l'année passée. De même, les charges quotidiennes pour les étudiantes et étudiants augmentent de 2,50%, ce qui représente 247,38€ par an, soit une hausse de 20,61 € par mois.

Il n'est donc plus rare de voir aujourd'hui de nombreux étudiants, boursiers ou non, se tourner vers un travail salarié en parallèle de leurs études tant les seules aides sociales ne suffisent pas à vivre, et même cela est loin de garantir nécessairement une vie plus facile. Par ailleurs, travailler implique de jongler entre les contraintes étudiantes et professionnelles, ce qui mène alors une part effective de ces étudiants à ne pas mener à bien ses études.

Ainsi, être étudiant s'avère de plus en plus compliqué, et cela prend une tournure désastreuse sous le convaincu libéral Emmanuel Macron : ce dernier, non content de ne rien faire contre la précarité étudiante, se lance depuis le début de sa candidature dans une campagne contre les Aides pour le Logement (APL) et ce par le retrait de 5 euros par mois depuis octobre 2017 ; pour les étudiantes et les étudiants, cela correspond donc à une perte de 235 € depuis l'entrée en vigueur de cette mesure. De plus, le plan "un jeune, une solution", se présentant comme solution miracle, ne correspond qu'à voir les jeunes comme variables d'ajustement des entreprises : il s'agit essentiellement d'aides aux entreprises pour l'embauche de jeunes et, lorsque le plan prévoit des aides directes, il s'agit le plus souvent d'aides très critérisées et conditionnées. Ainsi, en ce qui concerne les jeunes en formation, l'aide à l'alternance bénéficie surtout à l'entreprise qui n'a, par ailleurs, à s'engager sur aucune promesse d'embauche par la suite.

Le capitalisme prouve finalement toujours ne pas être le système de production qui répond aux besoins des toutes et tous dans la société. Même si certains de leurs gestionnaires promettent de le rendre « plus humain » à la manière des Roussel ou des Mélenchon, la seule solution viable et durable est d'éradiquer ses racines par la destruction de son État et la construction de l'État socialiste, pour la liberté et l'émancipation de toutes et tous ! ★

LA MÉDECINE ET LA SANTÉ EN UNION SOVIÉTIQUE

VICKEN

La crise sanitaire a mis en surface les politiques des gouvernements successifs depuis plus de 40 ans qui n'ont cessé de détruire le système de santé publique. L'introduction de la tarification à l'activité (T2A) en 2007, suivi de l'autonomisation des hôpitaux 2 ans plus tard puis de la création des agences régionales de santé (ARS) en 2010, révèlent le caractère de classe de cette politique, consistant à introduire et renforcer la marchandisation des soins et la gestion entrepreneuriale et bureaucratique des établissements de santé. Les lits d'hôpitaux ferment au profit du tout ambulatoire. Il en va de même pour les petits hôpitaux car ils génèrent moins de bénéfices, malgré leur véritable impact sur la santé des populations. Les personnels soignants sont alors toujours plus confrontés à des conditions de travail qui se dégradent et sans revalorisation générale de leur rémunération, ce qui les pousse à l'absentéisme voire la démission pour exercer d'autres métiers moins contraignants.

Durant la crise sanitaire, on a vu des monopoles pharmaceutiques générer des milliards de profits grâce aux tests et aux masques, et tout particulièrement grâce aux vaccins. Les cabinets de conseil ont eux aussi vu leurs profits s'accroître tout en renforçant leurs liens étroits avec les gouvernements. C'est le cas du cabinet McKinsey, dont les liens avec Emmanuel Macron et l'État français révèlent l'influence toujours plus forte des monopoles capitalistes sur nos vies.

Avec les mesures anti-épidémiques adoptées, on a aussi constaté un autoritarisme toujours plus croissant de l'État bourgeois. En plus de casser toujours plus nos libertés démocratiques, les monopoles et leur État bourgeois ont alimenté un contexte toujours plus fertile aux idées conspirationnistes, réactionnaires et fascisantes.

Le capitalisme-impérialisme nous a montré une fois encore qu'il est pourrissant, qu'il doit être renversé et remplacé par un autre mode de production qui répond aux besoins humains et sociaux. Quel mode de production peut construire et nous garantir un système de santé gratuit et de qualité ?

Dans l'histoire cela a été possible en URSS et aujourd'hui encore nous trouvons Cuba qui dispose d'un système de santé d'inspiration soviétique. Les principes de médecine préventive, d'organisation et de planification rationnelle et scientifique du travail, de participation démocratique de tous les travailleurs de la société, d'accès gratuit aux soins, étaient mis en place dans le système de santé soviétique et le sont encore à Cuba.

L'extrait ci-dessous est traduit de La médecine et la santé en Union Soviétique du Docteur Henry E. Sigerist, ouvrage paru en 1947. Sigerist fut l'un des membres fondateurs de l'Académie internationales d'histoire des sciences, ses travaux nous permettent de comprendre comment fonctionnait la médecine et les systèmes de santé en URSS.

Administration et participation démocratique des travailleurs

« Nous pouvons maintenant discuter du problème de l'administration sanitaire. [...]. Le programme sanitaire n'est pas dicté d'en haut, mais est, au contraire, administré de la manière la plus démocratique. [...]. L'administration sanitaire, comme toutes les autres branches de l'administration soviétique, prend la forme d'une pyramide à base extrêmement large. Cette large base est nouvelle dans le monde. Dans les pays capitalistes, l'administration sanitaire ne va pas au-delà du département de la santé municipal ou national. C'est la préoccupation des spécialistes. Le peuple est l'objet de l'administration et y participe peu. En Union soviétique, la base de la pyramide sanitaire est constituée d'innombrables comités sanitaires organisés dans chaque usine, chaque ferme, où que les gens travaillent. Chaque entreprise soviétique a son comité syndical d'usine (*fabkom*) ou son comité local (*mestkom*) et son comité du Parti (*Partkom*). Le comité d'usine ou le comité local est élu par tous les membres de l'entreprise, le comité du Parti par tous les membres du Parti communiste travaillant dans l'usine. Le comité local, en règle générale, a au moins cinq sous-comités pour traiter des questions de salaire, d'assurance sociale, de logement et de cuisines d'entreprise, de protection du travail et de questions culturelles.

Les comités consacrent une grande partie de leurs efforts à l'amélioration de la santé des travailleurs. En collaboration avec les médecins, ils s'efforcent d'améliorer les services médicaux fournis par leur établissement. Ils veillent à ce que l'utilisation la plus rationnelle soit faite des caisses d'assurance sociale. Ils contrôlent les conditions d'hygiène de l'usine, les services sociaux, les crèches, les jardins d'enfants et les soins prodigués aux écoliers. Ils ont voix au chapitre pour décider quels travailleurs doivent être envoyés dans des maisons de repos, des sanatoriums ou des centres de santé. Ils organisent des conférences et des expositions sur la santé. Une campagne sanitaire continue est menée dans toute l'Union. [...]. Les mesures sanitaires ne seront jamais mises en œuvre tant que la population n'y répondra pas. La médecine soviétique a progressé si rapidement parce que la population active s'est organisée pour participer activement à l'administration sanitaire. Le corps médical n'est pas seul dans sa lutte contre la maladie, il peut s'appuyer sur la coopération des innombrables noyaux et comités de santé. Il n'est pas exagéré de dire que plusieurs millions de personnes, en dehors du corps médical, travaillent pour la protection de la santé. [...]

Il ne fait aucun doute que dans le domaine de la santé publique, le principe de Lénine de « direction centralisée et activité décentralisée » a été pleinement réalisé. »

Tiré de *La médecine et la santé en Union Soviétique*, Docteur Henry Ernest Sigerist, 1947, *The Citadelle Press*, pages 33 à 53.

NON À LA GUERRE EN EUROPE

RAPPEL DES TROUPES FRANÇAISES

ARRÊT DES LIVRAISONS D'ARMES ET DE MATÉRIELS MILITAIRES

SORTIE DE L'OTAN

UJC

UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

CONTRE MACRON, CONTRE LE CAPITALISME
REJOINS LE COMBAT !

Je reste en contact avec l'UJC ☐
Je rejoins l'UJC ☐
NOM, Prénom : _____
Ville, Code Postal : _____
Téléphone : _____
Mail : _____

Parti Communiste Révolutionnaire de France
Les Amis d'Oulianov B.P.40084
75862 PARIS CEDEX 18

RETROUVE NOUS SUR :

@UNION_JC #UNIONJC

WWW.UNIONJC.FR